

<https://ecoleetsociete.se-unesa.org/Reunions-en-non-mixite-raciale-derives-et-tartufferie>



école & société

Réunions en « non mixité raciale » : dérives et tartufferie

- Société - Lutte contre les discriminations -

Date de mise en ligne : jeudi 25 mars 2021

Copyright © ÉCOLE ET SOCIÉTÉ - Tous droits réservés

La pratique de réunion en non-mixité raciale à l'Unef fait l'objet de vives polémiques qui mettent en évidence une dérive absurde de l'antiracisme comme la tartufferie de ceux qui seraient les nouveaux hérauts de la mixité, qui ne sauraient pourtant pas s'attaquer à la ségrégation de dizaines de milliers d'élèves dans des ghettos scolaires en France.

Le SE-Unsa condamne toutes les pratiques qui manient l'exclusion sur des critères de couleur de peau, quelles qu'en soient les raisons. On ne traite pas le problème du racisme en construisant des discriminations. Cependant, la demande de dissolution de l'Unef par une partie de la classe politique n'est pas recevable. En démocratie, sauf menace directe et manifeste, les idées se combattent en premier lieu par les idées et par le vote.

Ainsi, les nouveaux chantres de la mixité qui, aujourd'hui, vouent cette organisation étudiante aux gémonies gagneraient en crédibilité en ciblant toutes les zones de non-mixités ethnique et sociale, notamment celles qui sont imposées, de fait, à des dizaines de milliers d'élèves. Tous ceux qui sont scolarisés dans des écoles et établissements qui connaissent une ségrégation maximale. En 2015, une étude du Centre national d'étude des systèmes scolaires a révélé l'existence d'une centaine de collèges ghettos sur le territoire français, et les tartuffes de la mixité perdue n'ont rien trouvé à redire sur l'inaction des pouvoirs publics à résoudre ces situations d'enfermement et de repli sur soi.

Dans les deux cas, l'égalité des droits, fondement de notre régime politique, est contestée. Ici, le droit de s'impliquer pleinement dans la lutte contre le racisme - qui se porte bien dans notre société - sans être écarté en fonction de sa couleur de peau. Là, le droit pour chaque enfant et adolescent de vivre pleinement la République par l'École.

Le SE-Unsa regrette que le travail patient des enseignants et personnels d'éducation pour contribuer à une société plus juste et plus humaine soit régulièrement entravé par tous ceux qui font le choix de l'inégalité. Ainsi, notre pays retarde sans cesse les décisions indispensables qui devraient conduire à organiser le brassage des élèves, indépendamment de la nationalité, de l'origine, de la richesse ou de la religion de leurs parents.